

## **Nord du Mali : quand le trafic finance les groupes armés**

**Dans le Nord malien, les groupes armés qui n'ont pas une source de financement connue, se livrent à des trafics tout genre pour financer leurs activités et procéder à des recrutements pour grossir leur effectif.**

Depuis 2012, Le Mali connaît une crise politique, sécuritaire et sociale avec l'occupation des trois quarts du territoire par des groupes armés (indépendantistes du MNLA, djihadistes et groupes d'autodéfenses communautaires.), jusqu'en janvier 2013, où la mission Serval de l'armée française a libéré une partie du territoire, laissant les indépendantistes aux commandes de la région de Kidal.

### **Des réseaux de trafics**

Malgré la signature d'un [accord pour la paix et la réconciliation](#) entre l'Etat malien et la coordination des groupes armés de l'[Azawad](#) le 20 juin 2015 à Bamako, ainsi que la présence des forces internationales (Barkhane pour la France et la mission des Nations Unies pour la paix au Mali, Minusma), les régions du nord du Mali restent une zone de grande insécurité, contrôlée par les groupes armés djihadistes qui continuent à porter atteintes aux forces alliées par des attaques et des attentats. On assiste à un développement de routes du migrant irrégulier qui passe par ces régions du nord pour les pays voisins : l'Algérie et la Libye en passant par le Niger frontalier.

Dans la région de Tombouctou, l'insécurité et l'absence de l'Etat de la grande majorité de la plus grande région du Nord a favorisé le développement des routes de trafic de tout genre.

On a vu les réseaux de trafic de migrants se former et prospérer. Mohamed, commerçant à Gao nous confie : *« j'ai remarqué que toute une filière avait été mise en place pour amener des personnes qui venaient du sud, et même de pays étrangers vers l'Algérie ou le Niger. Il y a toujours la même personne qui vient dans le même car avec 6 à 7 personnes qu'il confie à une autre*

*personne. On les voit deux, trois jours en ville, ensuite ils disparaissent. Remplacés par d'autres, nouveaux venus ».*

## **Exode massif**

M. Diakité, présentement en France, a décidé de quitter sa ville natale Kayes où il avait une vie de père de famille, d'agriculteur et de maraicher pour la France un beau jour de mars 2017. Il a vendu les deux taureaux et le lopin de terre qu'il avait acquis pour prendre le chemin de l'exil, comme beaucoup d'autres jeunes de sa région.

Direction la capitale Bamako, ensuite Gao où un passeur les avait confiés à un jeune touareg qui les avait accompagnés jusqu'à Agadez, dans le désert nigérien. *« C'est bizarre, mais j'avais eu l'assurance que rien n'allait m'arriver sur le territoire malien, malgré l'insécurité, si je donnais la somme qu'il fallait. Sinon j'avais vraiment peur de la traversée du désert, surtout quand il s'agissait d'aller au nord de mon pays que je ne connaissais pas. Mais, ceux qui nous ont pris en charge sont bien introduits. Ces personnes appartiennent bien à des groupes armés indépendantistes, mais en plus, même les forces de l'ordre malienne ne nous ont pas posé de problèmes, bien qu'ils semblassent savoir qui nous étions et où nous allions. »*

## **Des groupes armés en collusion avec les trafiquants**

Des hommes proches des chefs des groupes armés, eux-mêmes anciens combattants dans un passé proche sont devenus les nouveaux businessmen de cette nouvelle filière. Ils utilisent leurs relations et leur maîtrise du désert pour exercer une activité bien lucrative.

Pendant que certains acheminent des migrants qui le désirent vers l'Algérie en passant par Tombouctou, d'autres passent par Kidal et Gao pour la Libye.

L'absence de paix et de contrôle des frontières des [régions du Nord du Mali](#) par les autorités maliennes, mais aussi l'impuissance du G5 Sahel qui tarde à se concrétiser et à rendre les frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso est une

véritable aubaine pour ces trafiquants qui ne se contentent plus de trafic de carburant ou d'autres marchandises.

Dans un rapport de l'Onu publié en janvier 2020, on pouvait se rendre compte de la gravité de ce fléau : *« Dans les zones de conflit, non seulement les groupes armés mais aussi d'autres criminels se livrent à la traite des personnes fuyant le danger et les persécutions. Les populations déplacées de force ont été la cible de trafiquants. Le rapport souligne que les circonstances engendrées ou exacerbées par les conflits armés, telles que les déplacements, la faiblesse de l'état de droit, les difficultés socioéconomiques, la fragmentation sociale et l'éclatement des familles, augmentent la vulnérabilité des personnes »*